



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Délégation interministérielle  
à la prévention et  
à la lutte contre la pauvreté

Evaluation à mi-parcours des contrats locaux des solidarités et mesure d'impact des actions de prévention et de lutte contre la pauvreté

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Numéro de consultation : PRA034385

Procédure de passation : Procédure formalisée

## Table des matières

Article 1 -	CONTEXTE DU MARCHE.....	3
Article 2 -	OBJET DU MARCHE.....	7
Article 3 -	OBJECTIFS DU MARCHE .....	7
Article 4 -	CONTENU DU MARCHE.....	7
Article 5 -	LIVRABLES ATTENDUS ET DELAIS D’EXECUTION .....	19
Article 6 -	PILOTAGE DU MARCHE.....	24

## Article 1 - CONTEXTE DU MARCHE

Le Pacte des solidarités (2023-2027) constitue la feuille de route du gouvernement en matière de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il comprend 25 mesures réparties dans cinq axes :

1. Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance
2. Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous
3. Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits
4. Construire une transition écologique solidaire
5. Adapter la politique de lutte contre la pauvreté à la diversité des territoires

Le Pacte des solidarités est piloté dans son ensemble par la **Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté**, mais différentes administrations concourent au pilotage opérationnel des mesures : la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), la Direction générale de l'offre de soins (DGOS), la Direction générale de la santé (DGS), la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), la Direction générale de l'énergie et du climat (DGECL), la Direction de l'eau et de la biodiversité (DEB), la Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGTIM) et l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT). Certaines mesures sont pilotées par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), et France Travail.

Les Commissaires à la lutte contre la pauvreté, placés auprès des Préfets de région, ont pour principale mission la coordination régionale et le pilotage interministériel de la politique de prévention et de lutte contre la pauvreté, la mise en œuvre des mesures du Pacte des solidarités, parmi lesquelles la contractualisation avec les collectivités locales, départements et métropoles, et depuis 2024 le lancement des pactes locaux des solidarités.

Le cinquième axe du Pacte des solidarités comporte trois mesures qui visent à décliner sur les territoires les quatre priorités du Pacte :

- La contractualisation entre l'Etat et les collectivités : 90 millions sont dédiés aux contrats locaux des solidarités départementaux et 12 millions d'euros aux contrats locaux métropolitains.
- Les pactes locaux des solidarités, d'un budget de 15 millions d'euros
- Le Pacte Outre-mer

### **La contractualisation entre l'Etat et les collectivités**

Dans la continuité des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE), des **contrats locaux des solidarités** (CLS) ont été conclus entre l'Etat et les conseils départementaux d'une part, et l'Etat et les métropoles d'autre part. En 2024, 90 contrats locaux des solidarités ont été conclus avec des conseils départementaux, 3 avec des collectivités à statut particulier (Métropole de Lyon, Collectivité de Corse et Communauté européenne d'Alsace), 21 avec des métropoles et 1 avec une ville (la Ville de Marseille). Au total, ce sont donc 115 contrats locaux des solidarités qui ont été signés en 2024.

Dans chaque contrat local des solidarités, l'Etat marque son engagement aux côtés des collectivités, en co-finançant des actions qui s'inscrivent dans les axes du Pacte des solidarités. Les contrats locaux des solidarités métropolitains reprennent ainsi les quatre axes du Pacte des solidarités : prévention des inégalités dès l'enfance, accès à l'emploi, accès aux droits et transition écologique et solidaire. Mais les contrats locaux des solidarités départementaux ne comptent que trois axes : la prévention des inégalités dès l'enfance, l'accès aux droits et la transition écologique et solidaire.

Les actions relevant du deuxième axe (accès à l'emploi), relèvent d'une autre contractualisation pour les collectivités départementales : **les conventions pour l'insertion et l'emploi (CIE)**. Ces conventions s'inscrivent dans la réforme de la loi pour le Plein emploi et visent à soutenir les départements dans l'atteinte de trois objectifs : préparer la mise en place de la réforme, densifier l'offre de solutions locales et déployer un accompagnement renouvelé des allocataires du RSA.

Dans chaque territoire, deux contractualisations ont ainsi été proposées aux conseils départementaux : le contrat local des solidarités et la convention pour l'insertion et l'emploi. Si certaines collectivités ont fait le choix de deux contractualisations distinctes, d'autres ont opté pour un **contrat unique**. Dans ce second cas, le contrat local des solidarités et la convention pour l'insertion et l'emploi ont été fusionnés dans un seul contrat.

Les contrats locaux des solidarités reposent sur plusieurs principes :

- **La pluriannualité** : les contrats locaux sont conclus sur quatre ans, de 2024 à 2027 inclus et avec une visibilité financière sur la période. Par cette durée et cette visibilité sur quatre ans, l'Etat permet aux départements de concevoir des actions réellement transformatrices en matière de lutte contre la pauvreté en donnant du temps aux actions de se déployer.
- **L'adaptation aux territoires** : l'Etat entend donner davantage de responsabilités aux acteurs locaux des solidarités pour choisir et adapter aux besoins du terrain les actions de lutte contre la pauvreté des contrats locaux des solidarités. La distinction entre mesures socles et initiatives départementales des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE) disparaît au profit d'une liberté donnée aux signataires des contrats locaux de choisir les actions les plus adaptées aux besoins de leur territoire dans le cadre de référentiels définis au niveau national en concertation entre l'Etat et les associations de collectivités concernées. Pour ce faire, il a été demandé aux commissaires à la lutte contre la pauvreté, appuyés par les DREETS et DDETS, de mener, avec le concours des conseils départementaux et des métropoles, des diagnostics territoriaux entre la fin du 1er semestre 2023 et le dernier trimestre 2023. Ces diagnostics sont chargés d'établir un état des lieux des besoins et de l'offre de service sur le territoire (un T zéro) et de préfigurer des actions prioritaires accompagnées d'une trajectoire d'objectif à contractualiser. Une gouvernance locale du pacte, associant les différents acteurs locaux au-delà des deux cocontractants principaux, doit être mise en place.
- **Le principe de responsabilisation** : les cocontractants ont la possibilité de répartir les crédits par axe en fonction des priorités contractualisées, sous réserve d'un seuil plancher dans chaque axe. Une simplification est apportée dans le reporting national et priorité est donnée au reporting d'indicateurs définis localement dans le cadre du travail de préfiguration ; de même, le suivi annuel de la convention et des actions est allégé en contrepartie d'une évaluation approfondie faite à mi-parcours et pouvant donner lieu à des reprises de crédits ultérieurs. Le suivi annuel des contrats locaux des solidarités se fait via l'outil Pilot'actions.

- **La garantie d'un effet accélérateur et multiplicateur** : un co-financement entre l'État et le département est maintenu à hauteur de 50 % pour chaque action contractualisée, afin d'en garantir l'effet levier et faciliter la reprise par le département des actions ayant donné satisfaction au bout des quatre années. L'État entend, grâce à ces contrats locaux, jouer un rôle d'impulsion et d'accélérateur auprès des départements dans leurs actions en matière de lutte contre la pauvreté. Les contrats locaux n'ont pas vocation à se substituer au rôle du département en matière d'action sociale ni à diminuer son reste à charge, mais à soutenir le renforcement de son offre de services et l'efficacité de l'action publique pendant la durée du pacte. Pour assurer l'effet structurant et levier des actions, ces dernières doivent donc en priorité être nouvelles ou sinon renforcées (c'est-à-dire déjà existantes, mais faisant l'objet d'un accroissement de file active ou de territoire). La reprise à l'identique d'actions des précédentes CAL-PAE est autorisée, mais en principe limitée.

En 2024, un peu plus de 1600 actions ont ainsi été co-financées dans le cadre des contrats locaux des solidarités.

L'intégralité des contrats locaux des solidarités sont recensés et suivis via l'outil numérique Pilot'actions, ainsi que les conventions pour l'insertion et l'emploi à partir de 2025. Cet outil a été conçu par la DIPLP en 2024 et développé par une entreprise d'insertion à partir du logiciel no code Ksaar. Pilot'actions est alimenté par les agents des collectivités co-contractantes et les agents des services déconcentrés de l'Etat (DDETS, DDETS-PP, DEETS, DREETS). Les commissaires à la lutte contre la pauvreté, la DIPLP, la DGCS et la DGEFP disposent également de comptes d'accès. Chaque utilisateur ne peut visualiser sur l'application que les contrats relevant de son périmètre géographique. Des tableaux de bords composés d'indicateurs clefs ont également été construits et mis à disposition sur Pilot'actions.

Pilot'actions recense à ce jour les contrats locaux des solidarités mais aussi les conventions pour l'insertion et l'emploi, et prochainement les pactes locaux des solidarités. Il est également possible que cet outil intègre dans un futur proche les projets lauréats du Fonds d'innovation pour la petite enfance (FIPE).

### **Les pactes locaux des solidarités**

Si les contrats locaux des solidarités engagent principalement deux acteurs (l'Etat et la collectivité), le **pacte local des solidarités** (PLS) a vocation à réunir plus largement l'ensemble des forces vives du territoire (services et opérateurs de l'Etat, collectivités, associations, entreprises, personnes concernées). Le pacte est élaboré à partir des enseignements du diagnostic territorial et en complémentarité des démarches existantes (différents schémas et feuilles de route départementales, contrats locaux des solidarités, etc.).

Il a pour objet un nombre limité de priorités stratégiques : les partenaires signataires ont fait émerger deux ou trois axes de travail précis, en ciblant des publics, comme les enfants, les familles monoparentales ou les travailleurs pauvres. Les priorités stratégiques sont déclinées en un plan d'action opérationnel, délimité géographiquement et adapté aux spécificités des territoires. Les partenaires ont ainsi identifié l'échelon territorial pertinent pour chacune des actions proposées. Le pacte est un espace d'innovation sociale et permet de proposer des initiatives qui viennent combler les manques et apporter une forte plus-value pour les publics ciblés.

L'impact de ces pactes locaux sur les publics, les territoires et l'écosystème d'acteur doit être mesuré, tout au long de leur mise en œuvre, afin de pouvoir réorienter les priorités ou redimensionner les

plans d'action.

En 2024, 122 pactes locaux ont été conclus, ce qui représente environ 450 actions.

### **L'évaluation des contrats et pactes locaux des solidarités**

Si la précédente Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté a fait l'objet d'une évaluation globale, pilotée par France Stratégie, le suivi et l'évaluation du Pacte des solidarités repose sur plusieurs modules. Pour le volet national, un tableau de bord des 25 mesures du Pacte des solidarités, a été formalisé. Il permet de suivre pour chaque mesure, des indicateurs de réalisation, l'atteinte des objectifs fixés en 2023 et les budgets. Plusieurs mesures font l'objet d'une évaluation propre (Territoire Zéro Non-Recours, programme Mieux manger pour tous, le Pass colo, etc.). La DIPLP centralise l'ensemble des enseignements issus de ces travaux évaluatifs.

Pour le volet territorial, les instructions interministérielles n° DGCS/SD1B/2023/168 et n° DGCS/SD1B/2023/169 stipulent que les contrats locaux des solidarités doivent faire l'objet d'une **évaluation approfondie à mi-parcours**, portant sur les deux premières années du contrat. Un rapport d'exécution sera ainsi élaboré d'ici le 30 juin 2026, portant sur l'exécution des actions, l'atteinte des résultats au regard des indicateurs et des financements. La DIPLP a lancé en février 2025 un groupe de travail national rassemblant des représentants de la DGCS, de la DGEFP, de commissaires à la lutte contre la pauvreté, des services déconcentrés de l'Etat (DREETS et DDETS) et des collectivités co-contractantes pour rédiger collectivement le référentiel d'évaluation (questions évaluatives, guide méthodologique et modèle de rapport) qui sera présenté à l'automne 2025. Les contrats locaux des solidarités feront l'objet d'une seconde évaluation approfondie en 2027.

Ces mêmes instructions stipulent qu'au moins une action de chaque contrat local des solidarités doit faire l'objet d'une mesure d'impact. Et l'instruction n° DGCS/SD1B/SD5A/DIPLP/2024/86 prévoit que « l'évaluation et la mesure des résultats devront être systématiquement prévues au sein des pactes locaux ». Plus d'une centaine d'actions de contrats locaux, et un peu plus de 450 actions des pactes locaux doivent ainsi faire l'objet d'une mesure d'impact entre 2025 et 2027. Pour accompagner les principaux acteurs de ces démarches et les outiller, la DIPLP a lancé un groupe de travail national visant à définir un référentiel de la mesure d'impact dans le champ des solidarités qui reprend la même composition que le GT sur l'évaluation à mi-parcours et y intègre en plus des universitaires et représentants d'associations. Les travaux de ce groupe devraient être présentés à l'automne 2025.

## **Article 2 - OBJET DU MARCHE**

Le marché a pour objet la réalisation et l'accompagnement à l'évaluation des contrats locaux des solidarités et l'accompagnement à la mise en œuvre d'une démarche de mesure d'impact des actions de lutte contre la pauvreté.

Ce marché se divise en deux lots :

- **Lot 1** : Evaluation et accompagnement à l'évaluation des contrats locaux des solidarités (2025-2026)
- **Lot 2** : Accompagnement à la mesure d'impact (2025-2027)

Le marché est un marché de prestation intellectuelle.

## **Article 3 - OBJECTIFS DU MARCHE**

Les objectifs de chaque lot sont les suivants :

Lot 1 - Evaluation et accompagnement à l'évaluation des contrats locaux des solidarités (2025-2026)

- Analyser la mise en œuvre globale des contrats locaux des solidarités
- Réaliser l'évaluation d'un nombre limité de contrats locaux des solidarités
- Accompagner un nombre limité de démarches d'évaluation des contrats locaux des solidarités internalisées

Lot 2 – Accompagnement à la mesure d'impact (2025-2027)

- Accompagner les démarches de mesure d'impact internalisées par les porteurs de projet

## **Article 4 - CONTENU DU MARCHE**

Le marché comporte deux lots.

Lot 1 - Evaluation et accompagnement à l'évaluation des contrats locaux des solidarités (2025-2026)

L'ensemble des contrats locaux des solidarités doivent faire l'objet d'une évaluation à mi-parcours. Un référentiel d'évaluation a été élaboré dans le cadre d'un groupe de travail national. Les évaluations à mi-parcours devront donc s'inscrire dans ce cadre.

Dans le cadre du lancement de la mission, le titulaire est chargé de rédiger le compte-rendu de la réunion de lancement.

Trois prestations sont attendues dans le cadre du premier lot :

- 1) La réalisation d'évaluations à mi-parcours externalisées
- 2) L'accompagnement de certaines évaluations à mi-parcours internalisées
- 3) Une analyse globale des 115 évaluations à mi-parcours

- 1) La réalisation d'évaluations à mi-parcours externalisées

Un nombre limité de contrats locaux des solidarités seront évalués à mi-parcours de manière externalisée par le titulaire. Les contrats locaux dont l'évaluation à mi-parcours sera externalisée seront déterminés par l'administration. Un contrat local des solidarités d'Outre-mer sera nécessairement évalué de manière externalisée.

Le titulaire élaborera pour chaque évaluation externalisée le référentiel d'évaluation, en veillant à sa cohérence avec le référentiel national. La démarche évaluative doit permettre de répondre aux questions suivantes :

Registre évaluatif	Questions évaluatives
<b>Pertinence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le CLS permet-il de prévenir et de lutter contre la pauvreté ?</li> <li>• Le CLS est-il un outil pertinent pour renforcer la coordination entre les acteurs des politiques de solidarités ?</li> <li>• Les personnes en situation de pauvreté sont-elles les bénéficiaires des actions des CLS ? A quelle proportion ?</li> </ul>
<b>Cohérence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les actions du CLS sont-elles complémentaires de l'offre de services des co-contractants ?</li> <li>• Les actions du CLS sont-elles complémentaires de l'offre de services du territoire ?</li> <li>• Les actions du CLS s'articulent-elles avec les politiques publiques locales ? (feuilles de route stratégiques des Caf, du département, de l'ARS, etc.)</li> <li>• Comment les actions du CLS s'articulent-elles avec les réformes et dispositifs nationaux (loi Plein emploi, TZNR, SPPE, etc.) ?</li> <li>• Quels sont les partenaires des actions des CLS ? Quels sont les partenaires manquants ?</li> </ul>
<b>Efficience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les actions du CLS auraient-elles pu être déployées à moindre coût ? Plus rapidement ?</li> <li>• Les moyens alloués aux actions du CLS permettent-ils des résultats optimaux ?</li> <li>• Le déploiement des actions est-il fluide et stable ?</li> <li>• Les actions auraient-elles vu le jour sans l'amorçage via le CLS ? (opportunité)</li> <li>• Le CLS a-t-il modifié les pratiques de coopération ? Si oui, comment ?</li> </ul>



<b>Efficacité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Combien de personnes ont bénéficié des actions des CLS ?</li> <li>• Les actions du CLS ont-elles permis aux populations précaires d'accéder à de nouveaux services ? À des biens essentiels ?</li> <li>• Les actions du CLS répondent-elles aux besoins du territoire ?</li> <li>• Les actions du CLS ont-elles favorisé l'accès/le maintien dans l'emploi des personnes en situation de pauvreté ?</li> <li>• La levée des freins à l'emploi est-elle pérenne ? Quels sont les freins qui persistent ?</li> </ul>
<b>Utilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les actions du CLS ont-elles renforcé le pouvoir d'agir des personnes précaires ?</li> <li>• Les actions du CLS ont-elles permis d'améliorer les conditions d'existence des personnes précaires ?</li> <li>• Les actions du CLS participent-elles au renforcement du lien social ? Du sentiment de sécurité ? De la confiance dans les institutions ?</li> </ul>
<b>Durabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les actions du CLS sont-elles pérennes ?</li> <li>• Quelles sont les conditions d'essaimage ?</li> </ul>

Trois types d'évaluations externalisées peuvent être réalisées :

Type d'évaluation externalisée	Description	Prestations attendues	Territoire	Référence
Evaluation externalisée d'envergure	Il s'agit de démarches évaluatives complexes et conséquentes, pour des contrats locaux qui comportent par exemple un grand nombre d'actions ou un budget total élevé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse statistique et documentaire.</li> <li>- Entretiens individuels avec les acteurs stratégiques du contrat local des solidarités (commissaire à la lutte contre la pauvreté, agents des DDETS, DDETS-PP ou DEETS et le cas échéant de DREETS, agents de la collectivité co-contractantes, élus de la collectivité en charge des solidarités, partenaires co-financeurs).</li> <li>- Entretiens individuels ou collectifs avec les pilotes opérationnels des actions, qu'ils soient au sein de la collectivité ou opérateurs tiers.</li> <li>- Entretiens semi-directifs d'environ une heure avec les bénéficiaires des actions, visant à rendre compte des parcours d'insertion sociale et professionnelle des personnes. Ces entretiens seront particulièrement importants pour identifier les effets des actions sur les trajectoires des personnes, les obstacles rencontrés et les leviers.</li> <li>- Des enquêtes par questionnaire à destination des bénéficiaires et/ou des professionnels.</li> <li>- Des observations participantes des actions évaluées.</li> <li>- Analyse des matériaux recueillis et formalisation du rapport</li> </ul>	France métropolitaine	L1-UO 1

		d'évaluation.		
Evaluation externalisée intermédiaire	Il s'agit de démarches évaluatives qui reposent sur un protocole méthodologique simple, et qui s'appliquera à des contrats locaux qui comptent un nombre limité d'actions ou un budget total proche de la moyenne nationale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse statistique et documentaire.</li> <li>- Entretiens individuels avec les acteurs stratégiques du contrat local des solidarités (commissaire à la lutte contre la pauvreté, agents des DDETS, DDETS-PP ou DEETS, agents de la collectivité co-contractantes, élus de la collectivité en charge des solidarités, partenaires co-financeurs).</li> <li>- Entretiens collectifs ou enquêtes par questionnaire auprès des pilotes opérationnels.</li> <li>- Entretiens collectifs ou enquêtes par questionnaire auprès des bénéficiaires.</li> <li>- Analyse des matériaux recueillis et formalisation du rapport d'évaluation.</li> </ul>	France métropolitaine	L1-UO 2
Evaluation externalisée en Outre-mer	Il s'agit de démarches évaluatives spécifiques aux contrats locaux des solidarités d'Outre-mer, dont le protocole méthodologique prend en compte la spécificité des territoires et l'éloignement géographique à l'hexagone.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse statistique et documentaire.</li> <li>- Entretiens individuels avec les acteurs stratégiques du contrat local des solidarités (commissaire à la lutte contre la pauvreté, agents des DEETS, agents de la collectivité co-contractantes, élus de la collectivité en charge des solidarités, partenaires co-financeurs).</li> <li>- Des observations participantes des actions évaluées.</li> <li>- Des entretiens collectifs auprès des pilotes opérationnels.</li> <li>- Des entretiens collectifs auprès des bénéficiaires.</li> </ul>	La Réunion Mayotte Guyane Martinique Guadeloupe Saint-Martin Saint-Pierre-et-Miquelon	L1-UO 3

Dans la mesure du possible, les entretiens seront réalisés en présentiel. Le titulaire veillera à ce que la démarche évaluative n'entrave pas la mise en œuvre des actions et n'occasionne pas de surcharge administrative pour les agents et les professionnels au contact des publics.

Les déplacements nécessaires à la réalisation des entretiens en présentiel devront être inclus dans la prestation (pas de frais supplémentaires hors marché).

Pour chaque évaluation externalisée, un comité de pilotage sera mis en place et réunira la DIPLP, le commissaire à la lutte contre la pauvreté, des représentants de la DDETS, DDETS-PP ou DEETS, des représentants de la collectivité, des personnes bénéficiaires des actions et le titulaire.

Les évaluations externalisées devront être réalisées entre janvier et juin 2026 et porteront sur les deux premières années complètes de mise en œuvre, à savoir 2024 et 2025.

## 2) L'accompagnement des évaluations à mi-parcours internalisées

Une dizaine de collectivités seront accompagnées par le titulaire dans l'évaluation à mi-parcours internalisée de leur contrat local des solidarités. Si l'accompagnement est principalement individualisé, le titulaire est libre de proposer des modules mutualisés.

Comme pour les évaluations externalisées, l'échantillon de collectivités accompagnées dans leur démarche d'évaluation sera défini par l'administration.

Deux types d'accompagnement peuvent être réalisés :

Type d'accompagnement	Description	Prestations attendues	Référence
Accompagnement resserré	Accompagnement individuel et rapproché de la collectivité dans la conduite de sa démarche évaluative. Il est attendu du titulaire disponibilité et réactivité, mais aussi une implication importante dans toutes les étapes de la démarche évaluative. Le titulaire doit être force de proposition auprès de la	<ul style="list-style-type: none"><li>- Co-élaboration du référentiel d'évaluation en veillant à sa cohérence avec le référentiel national.</li><li>- Co-construction du protocole méthodologique et des outils de recueil.</li><li>- Animation de temps de travail dédiés à l'analyse des</li></ul>	L1-UO 4

	collectivité.	matériaux recueillis.  - Accompagnement à l'écriture du rapport <sup>1</sup> .  - Points d'étapes réguliers avec la collectivité.	
Accompagnement resserré en outre-mer	Accompagnement individuel et rapproché de la collectivité et des services de l'Etat dans la conduite de sa démarche évaluative. Il est attendu du titulaire disponibilité et réactivité, mais aussi une implication importante dans toutes les étapes de la démarche évaluative. Le titulaire doit être force de proposition auprès de la collectivité et des services de l'Etat.	- Co-élaboration du référentiel d'évaluation en veillant à sa cohérence avec le référentiel national.  - Co-construction du protocole méthodologique et des outils de recueil.  - Animation de temps de travail dédiés à l'analyse des matériaux recueillis.  - Accompagnement à l'écriture du rapport <sup>2</sup> .  - Points d'étapes réguliers avec la collectivité et les services de l'Etat.	L1 UO 5
Accompagnement souple	Accompagnement individuel de la collectivité plus flexible. Le titulaire se tient à disposition de la collectivité pour l'aider à lever les éventuelles difficultés rencontrées dans la démarche	- Points d'étapes réguliers avec la collectivité.  - Permanence téléphonique ou par mail.	L1-UO 6

<sup>1</sup> Il n'est pas attendu ici du titulaire qu'il contribue à la rédaction du rapport. Il s'agit plutôt d'un rôle de supervision, d'aide à la construction du plan détaillé, et de relecture constructive.

<sup>2</sup> Il n'est pas attendu ici du titulaire qu'il contribue à la rédaction du rapport. Il s'agit plutôt d'un rôle de supervision, d'aide à la construction du plan détaillé, et de relecture constructive.

	évaluatives.		
Accompagnement souple en outre-mer	Accompagnement individuel de la collectivité et des services de l'Etat plus flexible. Le titulaire se tient à disposition de la collectivité pour l'aider à lever les éventuelles difficultés rencontrées dans la démarche évaluatives.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Points d'étapes réguliers avec la collectivité et les services de l'Etat.</li> <li>- Permanence téléphonique ou par mail.</li> </ul>	L1-UO 7

Le titulaire veillera au respect du calendrier des évaluations à mi-parcours internalisées, qui se dérouleront également entre janvier et juin 2026 et porteront sur les deux premières années de mise en œuvre, à savoir 2024 et 2025.

L'accompagnement se fera de préférence en présentiel, mais des modalités en distanciel peuvent être proposées. Les déplacements nécessaires à la réalisation des entretiens en présentiel devront être inclus dans la prestation (pas de frais supplémentaires hors marché).

### 3) Une analyse globale des 115 évaluations à mi-parcours

En juin 2026, au total, 115 évaluations à mi-parcours des contrats locaux des solidarités auront été réalisées. Certaines auront été réalisées par le titulaire, d'autres auront été accompagnées et une majorité auront été réalisées par les collectivités co-contractantes.

Le titulaire proposera alors une analyse consolidée des deux premières années de mise en œuvre des contrats locaux des solidarités. A partir de l'analyse des rapports d'évaluation, des groupes de travail nationaux seront organisés et animés par le titulaire afin que l'analyse soit co-construite avec les principales parties prenantes. Les personnes concernées par les politiques de lutte contre l'exclusion devront nécessairement être associées à la co-construction de l'analyse.

Cette analyse devra faire émerger des recommandations stratégiques sur lesquelles la DIPLP pourra s'appuyer pour l'élaboration de la prochaine contractualisation solidarités.

Le titulaire rédigera un rapport national détaillé, une synthèse, et 18 analyses régionales. Un support de présentation sera également transmis à l'administration. Les analyses régionales seront effectuées sur la base des rapports d'évaluation à mi-parcours des contrats locaux des solidarités de chaque région et devront faire apparaître des recommandations opérationnelles pour la dernière année de mise en œuvre des contrats locaux des solidarités.

Type d'analyse	Description	Prestations attendues	Référence
Consolidation des enseignements des évaluations à mi-parcours	Le titulaire doit analyser les 115 évaluations à mi-parcours pour en faire une analyse consolidée et en tirer des enseignements et des recommandations stratégiques pour la prochaine contractualisation solidarités.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse des évaluations</li> <li>- Organisation et animation de groupes de travail nationaux</li> <li>- Elaboration d'un rapport national détaillé</li> <li>- Elaboration d'une synthèse du rapport national</li> <li>- Elaboration de 18 analyses régionales</li> <li>- Elaboration d'un support de présentation</li> </ul>	L1-UO 8

## Lot 2 – Accompagnement à la mesure d'impact (2025-2027)

Au moins une action de chaque contrat local des solidarités doit faire l'objet d'une mesure d'impact d'ici 2027 et l'impact de toutes les actions financées dans le cadre des pactes locaux doit également être mesuré. Ce sont donc environ 115 actions de contrats locaux de solidarités et plus de 450 actions de pactes locaux qui doivent faire l'objet d'une mesure d'impact.

La prestation attendue consiste dans l'accompagnement de 140 porteurs de projets dans leur démarche de mesure d'impact. En amont de l'accompagnement, le titulaire devra proposer un protocole de sélection des 140 projets à accompagner à la mesure d'impact.

Pour une partie (140) des 565 actions concernées par les démarches de mesure d'impact, le titulaire proposera un accompagnement d'intensité variable.

Type d'accompagnement	Description	Prestation attendues	Référence
<b>Sélection des projets à accompagner</b>	<p><b>Les projets dont la mesure d'impact social sera accompagnée par le prestataire doivent être représentatifs de l'ensemble des projets financés dans le cadre de la politique de lutte contre la pauvreté.</b></p> <p>Le titulaire proposera à l'administration un protocole de sélection des 140 actions, afin d'obtenir un échantillon représentatif de l'ensemble des actions concernées par une mesure d'impact, en tenant compte de la spécificité des territoires (actions ultramarines à intégrer systématiquement).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un protocole de sélection des actions</li> <li>- Proposition d'un échantillon de 140 actions</li> </ul>	L2-UO1
<b>Accompagnement individuel resserré</b>	<p><b>Les mesures d'impact d'environ 40 actions d'envergure seront accompagnées individuellement de manière resserrée et rigoureuse.</b> Le titulaire aidera les porteurs de projets à définir leur référentiel d'impact, à construire les indicateurs pertinents en veillant à leur cohérence avec le référentiel national, à élaborer le protocole méthodologique et les outils de recueil, et à analyser les matériaux recueillis. Il organisera des points d'étape réguliers avec les porteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Co-élaboration du référentiel d'impact en veillant à sa cohérence avec le référentiel national.</li> <li>- Co-construction du protocole méthodologique et des outils de recueil.</li> <li>- Animation de temps de travail dédiés à l'analyse des</li> </ul>	L2-UO2



	de projet et assurera une permanence téléphonique ou mail auprès de ces porteurs.	matériaux recueillis. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagnement à l'écriture du rapport<sup>3</sup>.</li> <li>- Points d'étapes réguliers avec le porteur de projet.</li> <li>- Formalisation d'un compte-rendu de l'accompagnement (pour chaque accompagnement individuel)</li> </ul>	
<b>Accompagnement individuel resserré en Outre-mer</b>	Dans le cadre de l'accompagnement individuel resserré prévu plus haut, le titulaire devra prévoir systématiquement un accompagnement de quelques porteurs de projet d'Outre-mer. Le protocole méthodologique qu'il définira devra prendre en compte la spécificité des territoires et l'éloignement géographique à l'hexagone.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reprise des prestations attendues pour l'accompagnement individuel resserré</li> </ul>	L2-UO3
<b>Accompagnement collectif dynamique</b>	<b>Les mesures d'impact d'environ 100 actions innovantes seront accompagnées collectivement et de manière rapprochée.</b> Le titulaire organisera des webinaires d'information et d'échange de pratique à destination de ces 100 porteurs de projet. Il fournira des repères théoriques et méthodologiques, et animera cette communauté de porteurs de projets pour favoriser leur acculturation aux enjeux de la mesure d'impact. Il assurera également une permanence mail auprès de ces porteurs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permanence par mail</li> <li>- Animation d'un cycle de webinaires visant à favoriser les échanges de pratiques</li> <li>- Mise à disposition de ressources documentaires et d'outils</li> <li>- Formalisation d'un compte-rendu global trimestriel de</li> </ul>	L2-UO4

<sup>3</sup> Il n'est pas attendu ici du titulaire qu'il contribue à la rédaction du rapport. Il s'agit plutôt d'un rôle de supervision, d'aide à la construction du plan détaillé, et de relecture constructive.

		l'accompagnement	
Accompagnement collectif dynamique en Outre-mer	Dans le cadre de l'accompagnement collectif prévu plus haut, le titulaire devra prévoir systématiquement un accompagnement de quelques porteurs de projet d'Outre-mer. Le protocole méthodologique qu'il définira devra prendre en compte la spécificité des territoires et l'éloignement géographique à l'hexagone.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reprise des prestations attendues pour l'accompagnement collectif dynamique</li> </ul>	L2-UO5
Focus qualitatifs en France métropolitaine	Certains projets (hors projets accompagnés de manière resserrée) pourront faire l'objet de focus qualitatifs. Le prestataire déploiera des méthodes qualitatives pour affiner la mesure d'impact réalisée par le porteur de projet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse statistique et documentaire</li> <li>- Entretiens avec le porteur de projet et les équipes opérationnelles</li> <li>- Entretiens avec les partenaires du projet</li> <li>- Entretiens avec les bénéficiaires</li> <li>- Observations participantes</li> </ul>	L2-UO6

L'accompagnement se fera de préférence en présentiel, mais des modalités en distanciel peuvent être proposées. Les frais de déplacements nécessaires à la réalisation des entretiens en présentiel devront être inclus dans la prestation (pas de frais supplémentaires hors marché).

Le titulaire veillera à la cohérence des démarches de mesure d'impact avec le référentiel national et à la territorialisation des analyses : les données recueillies doivent pouvoir être consolidées à l'échelle départementale, régionale et nationale.

Pour chaque accompagnement individuel resserré, le titulaire formalisera un compte-rendu de l'accompagnement faisant apparaître une brève description de l'action évaluée, le référentiel et les indicateurs d'impact, la méthodologie, un bilan qualitatif de la démarche d'évaluation mise en œuvre par le porteur et les principaux enseignements de la mesure d'impact.

Tous les trois mois, le titulaire formalisera un compte-rendu global de l'accompagnement collectif. Il comprendra une présentation des temps forts animés par le titulaire sur la période, une analyse transverse des sollicitations par mail et le programme de la période à venir.

## Article 5 - LIVRABLES ATTENDUS ET DELAIS D'EXECUTION

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire devra remettre au pouvoir adjudicateur les livrables suivants en respectant les délais d'exécution indiqués ci-dessous :

Lot 1 - Evaluation et accompagnement à l'évaluation des contrats locaux des solidarités (2025-2026)

	Phases	Livrables	Contenu des livrables
N	Notification du marché		
N + 7 jours : (délai contractuel)	Réunion de lancement	<ul style="list-style-type: none"><li>- Compte-rendu de la réunion de lancement réunion.</li><li>- Le compte rendu doit être remis par le titulaire au plus tard 7 jours après la tenue de la réunion.</li></ul>	
Avant le 31 janvier 2026.	Cadrage des évaluations externalisées	<ul style="list-style-type: none"><li>- Notes de cadrage des évaluations externalisées</li><li>- Compte-rendu de la réunion de cadrage</li></ul>	<p>Les notes de cadrage des évaluations externalisées devront comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Une présentation du territoire et des spécificités du contrat local des solidarités</li><li>- Les questions évaluatives</li></ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le protocole méthodologique détaillé</li> <li>- Les outils de recueil</li> <li>- Le calendrier détaillé</li> </ul>
Avant le 31 juillet 2026.	Réalisation des évaluations externalisées et accompagnement des évaluations internalisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'évaluation des contrats locaux des solidarités</li> <li>- Comptes-rendus des accompagnements réalisés</li> </ul>	<p>Les <b>rapports des évaluations externalisées</b> devront être conformes au modèle du référentiel national.</p> <p>Le titulaire formalisera pour chaque accompagnement réalisé un <b>compte-rendu détaillé</b> comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une présentation du territoire et des spécificités du contrat local des solidarités</li> <li>- Une description de la démarche évaluative mise en œuvre par la collectivité</li> <li>- La liste des prestations réalisées par le titulaire dans le cadre de l'accompagnement</li> <li>- Un bilan qualitatif de l'accompagnement</li> </ul>
Avant le 31 septembre 2026.	Consolidation des enseignements des évaluations à mi-parcours	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport national</li> <li>- Support de présentation</li> <li>- 18 analyses régionales</li> <li>- Synthèse du rapport national</li> </ul>	<p>Le <b>rapport national</b> comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une présentation des contrats locaux des solidarités et de la démarche d'évaluation</li> <li>- Une analyse transversale des 115 rapports d'évaluation à mi-parcours</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des recommandations stratégiques pour la prochaine contractualisation solidarités</li> </ul> <p><b>18 analyses régionales</b> seront également formalisées. Elles comprendront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une présentation du territoire et des contrats locaux des solidarités</li> <li>- Une analyse transverse des rapports d'évaluation à mi-parcours</li> </ul> <p>Des recommandations opérationnelles pour la dernière année de mise en œuvre</p>
Avant chaque comité de pilotage	Comité technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Support de présentation doit être remis 3 jours au plus tard avant le comité technique</li> <li>- Relevé de décisions du comité technique</li> </ul>	

## Lot 2 – Accompagnement à la mesure d’impact (2025-2027)

Au cours de l’exécution du marché, le titulaire devra remettre au pouvoir adjudicateur les livrables suivants en respectant les délais d’exécution indiqués ci-dessous :

	Phases	Livrables	Contenu des livrables
N	Notification du marché		
N + 7 jours (délai contractuel)	Réunion de lancement	Compte-rendu de la réunion de lancement	<p>Dans le cadre du lancement de la mission, le titulaire est chargé de rédiger le compte-rendu de la réunion de lancement.</p> <p>Ce dernier est remis 7 jours au plus tard après la réunion de lancement.</p>
N + 3 mois (délai estimé)	Sélection des projets à accompagner	- Echantillon de projets accompagnés	<p>Protocole de sélection des projets à accompagner et proposition des 140 actions à accompagner. <b><u>Le délai de remise sera précisé dans le bon de commande.</u></b></p>
N + 24 mois (délai estimé)	Accompagnement à la mesure d’impact	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comptes-rendus des accompagnements individuels resserrés</li> <li>- Support de présentation des webinaires</li> <li>- Synthèses des webinaires</li> <li>- Comptes-rendus de l’accompagnement</li> </ul>	<p>Comptes-rendus des accompagnements individuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Brève description de l’action évaluée</li> <li>- Le référentiel et les indicateurs d’impact</li> <li>- La méthodologie</li> <li>- Le bilan qualitatif de la démarche d’évaluation mise en œuvre par le porteur</li> <li>- Les principaux enseignements de la mesure d’impact.</li> </ul>

		<p>collectif</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des focus qualitatifs</li> </ul>	<p>Comptes-rendus de l'accompagnement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation des temps forts animés par le titulaire sur la période</li> <li>- Analyse transverse des sollicitations par mail</li> <li>- Le programme de la période à venir</li> </ul> <p>Rapports des focus qualitatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Brève description de l'action évaluée</li> <li>- Le référentiel et les indicateurs d'impact</li> <li>- La méthodologie</li> <li>- Les enseignements</li> <li>- Les verbatims des entretiens réalisés</li> </ul> <p><b>Le délai de remise sera précisé dans le bon de commande.</b></p>
Avant chaque comité de pilotage	Comité technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Support de présentation avant le comité technique</li> <li>- Relevé de décisions du comité technique</li> </ul>	<p>Doit être remis 3 jours au plus tard avant le comité technique. (Délai contractuel)</p> <p>Doit être remis 7 jours au plus tard après le comité technique. (Délai contractuel)</p>

## **Article 6 - PILOTAGE DU MARCHÉ**

Lot 1 - Evaluation et accompagnement à l'évaluation des contrats locaux des solidarités (2025-2026)

Un comité de pilotage sera mis en place pour suivre l'ensemble des travaux du lot 1. Il sera composé de représentants de la DIPLP, de la DGCS, de représentants des services déconcentrés de l'Etat, de collectivités co-contractantes (départements et métropoles), de personnes concernées par les politiques de lutte contre l'exclusion et du titulaire.

Il se réunira au moins quatre fois :

- Dans les sept jours suivant la notification du marché pour le lancement de la mission ;
- Deux mois après la notification du marché pour présenter les notes de cadrage des évaluations externalisées et lancer les accompagnements des évaluations internalisées ;
- Sept mois après la notification du marché pour présenter les rapports d'évaluations, le bilan des accompagnements et préparer l'analyse transverse ;
- Neuf mois après la notification du marché pour présenter l'analyse transverse des évaluations à mi-parcours et les recommandations stratégiques

A l'exception du lancement de la mission, en amont et afin de préparer chaque comité de pilotage, un comité technique se tiendra. Il réunira la DIPLP et le titulaire du marché.

Le titulaire adressera à l'administration, 3 jours au plus tard en amont de chaque comité (technique et de pilotage) le support de présentation. Il rédigera également pour chaque réunion le relevé de décision dans les 7 jours suivant.

Le titulaire organisera des points d'étape réguliers avec l'administration pour la tenir informée de l'état d'avancement des travaux et des éventuelles difficultés rencontrées ou anticipées.

Les prix indiqués au BPU comprennent l'ensemble des prestations de pilotage du présent article (lancement, tenues des comités, comptes rendus) pour l'exécution du marché.

Lot 2 – Accompagnement à la mesure d'impact (2025-2027)

Un comité de pilotage sera mis en place pour suivre l'ensemble des travaux du lot 2. Il sera composé de représentants de la DIPLP, de la DGCS, de commissaires à la lutte contre la pauvreté, de représentants des services déconcentrés de l'Etat, de collectivités co-contractantes (départements et métropoles), de personnes concernées par les politiques de lutte contre l'exclusion et du titulaire.

Il se réunira au moins six fois :

- Dans les sept jours suivant la notification du marché pour le lancement de la mission



- Trois mois après la notification du marché et la présentation de l'échantillon de projets accompagnés
- Six mois après la notification du marché pour un premier état d'avancement des accompagnements, puis tous les six mois.

En amont et afin de préparer chaque comité de pilotage, un comité technique se tiendra. Il réunira la DIPLP et le titulaire du marché.

Le titulaire adressera à l'administration, 3 jours au plus tard en amont de chaque comité (technique et de pilotage) le support de présentation. Il rédigera également pour chaque réunion de relevé de décision dans les 7 jours suivants.

Le titulaire organisera des points d'étape réguliers avec l'administration pour la tenir informée de l'état d'avancement des travaux et des éventuelles difficultés rencontrées ou anticipées.

Les prix indiqués au BPU comprennent l'ensemble des prestations de pilotage du présent article (lancement, tenues des comités, comptes rendus) pour l'exécution du marché.